



## Conseil économique et social

Distr. générale  
24 avril 2012

Original : français

---

### Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 14 a) de l'ordre du jour provisoire\*

**Questions sociales et questions relatives**

**aux droits de l'homme : promotion de la femme**

### **Déclaration présentée par RESO-Femmes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

---

\* E/2012/100.



## Déclaration

### **Pour un renforcement du leadership local et de son autonomisation politique en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement**

Notre organisation a lancé une recherche-action, élaborée depuis plus de cinq ans grâce à une contribution active de nos membres ouest-africains et par de nombreux sacrifices économiques de notre structure, en vue de favoriser l'autonomisation politique et l'autonomie d'innovation de ceux-ci. L'autonomie des femmes africaines est une entreprise de longue haleine, qui demande une certaine connaissance de leurs préoccupations et surtout une expertise professionnelle de leur milieu.

Nos leaders sont formées à devenir des ambassadrices des droits de l'homme et des formatrices. Dans le premier cas, elles favorisent le dialogue politique entre les groupes dans une démarche d'inclusion et de responsabilisation à l'égard des autres groupes bénéficiaires, à savoir les femmes rurales et périurbaines. Dans le second, elles sont chargées de relayer nos programmes et de les inscrire dans la durée, en intervenant en faveur de communautés isolées qui ont du mal à accéder à l'eau, à l'assainissement et à l'alimentation.

Nos leaders sont formées pour favoriser la croissance et le développement des régions les plus touchées par la pauvreté et le manque de services sanitaires et d'accès aux ressources vitales. Ils respectent le rythme, l'intégrité et les valeurs des personnes concernées afin de leur offrir des services pertinents, sans nuire à l'équilibre démocratique et statutaire des populations les plus vulnérables.

En parallèle, un programme de formation sur le genre, l'autonomisation et la parité, intégrant huit approches fondées sur les pratiques et le cadre général des huit objectifs du Millénaire pour le développement, les encadre. En échange, ils nous fournissent des rapports sur les progrès accomplis, qui déjà font l'objet de nombreuses pressions de la part d'agents des collectivités.

Au-delà de ces pressions, c'est l'attitude des coopérations bilatérales, au profit d'alliances économiques entre collectivités du Nord et celles du Sud, en leur défaveur que nous soulignons. Elle réduit la marge de manœuvre de nos groupes, leur autonomie d'action et leurs activités de promotion d'un travail décent et valorisant, défendues par nos programmes. Ces pratiques s'accompagnent de représentations et de stéréotypes dont les effets limitent nos perspectives d'avancement et instrumentalisent les femmes comme simples représentantes des collectivités. À terme, elles risquent de ne pas répondre aux véritables besoins des populations et d'exacerber les violences dont sont victimes nos membres.

Nous voudrions inscrire à l'ordre du jour l'importance des mesures préventives, telles que le droit au développement ou les droits de la femme rurale, en amont de ces projets, afin d'éviter le risque de voir réduits à néant tous les efforts entrepris par les organisations non gouvernementales et plus généralement par la société civile et les instances internationales qui s'efforcent d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et la production de résultats pour les régions.